



COMMUNIQUE DE PRESSE de Mounir Satouri, député européen

Bruxelles, le 17 septembre 2019

Crise au Yémen : la vente d'armes "made in France" rend notre pays complice

Alors qu'un groupe d'expert.e.s du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies n'hésite pas à parler de "complicité de crimes de guerre" pour évoquer la responsabilité de la France au Yémen¹, une enquête de la cellule investigation de Radio France, en partenariat avec Lighthouse Reports et Disclose, dans le cadre de l'enquête #FrenchArms vient confirmer l'implication de l'Etat français, preuves à l'appui.

Pour Mounir Satouri, député européen, membre des Sous-commissions Sécurité/Défense et Droits humains et de la Commission Emploi et Affaires Sociales :

"La population civile yéménite se meurt sous les bombardements et le blocus d'une coalition menée par l'Arabie Saoudite grâce à du *made in France*. L'offre commerciale est large : elle comprend non seulement la vente d'armes alimentant directement le conflit mais aussi le service après-vente. Une entreprise majoritairement détenue par l'Etat français,

CMN - Constructions mécaniques de Normandie - entretient les frégates (vendues par la France) qui organisent le blocus maritime et la famine.

Il est crucial pour la survie des habitant.e.s de ce pays que la France gèle ses exportations d'armes. Rappelons qu'elles ont récemment augmenté de 30% et que l'un des principaux bénéficiaires de cette augmentation est justement l'Arabie Saoudite. La France ne peut se rendre co-responsable de violations du droit international humanitaire et des droits humains au Yémen.

A l'inhumanité de la situation sur place, l'État français répond par le déni et le mensonge. Donnons à l'Union Européenne les moyens de jouer son rôle de garde-fou. Je m'engage à y veiller aussi bien à l'occasion de la révision de la position commune sur l'exportation d'armes qu'à l'examen de nouvelles propositions sur la responsabilité sociale des entreprises."

¹<https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=24937&LangID=F>



Mounir Satouri, député européen

Commission de l'emploi et des affaires sociales
Commission des Affaires étrangères
Sous-commission de la sécurité et de la défense
Sous-commission des droits humains

[@MounirSatouri](https://twitter.com/MounirSatouri)
<https://europeecologie.eu/depute-europeen/mounir-satouri>
contact presse : marion.jeune@europarl.europa.eu
+33 6 59 10 20 26